

Consultation n° 2025-EPA-068

Marché de Fournitures

**PRESTATIONS D'INSTALLATION ET DE GESTION
DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS CHAUDES
ET FONTAINES A EAU
POUR LE SITE DE JOUHAUX-TOUDIC DU GROUPE CCIR PARIS-IDF**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

1.1. Contexte de réalisation du marché

En 2025 la CCIR Paris-IDF engage une réorganisation majeure de certaines de ses implantations en un nouveau site. Après plus de 200 ans dans le quartier des Champs Elysées, son siège installé dans le 8^{ème} et l'ensemble des services situés dans les 2^{ème} et 17^{ème} arrondissement de Paris, sont regroupés sur un nouveau site emblématique baptisé « **Jouhaux-Toudic** ».

Situé dans le 10^e arrondissement de Paris, entre la place de la République et le canal Saint Martin, le site répond à un projet décliné autour d'objectifs prioritaires :

- Faire de ce site la maison de l'entreprise en renforçant la proximité avec les entrepreneurs parisiens dans un quartier attractif, dynamique et facile d'accès ;
- Augmenter l'efficacité et la transversalité en regroupant ses services sur un seul site ;
- Optimiser la gestion immobilière en intégrant l'impact du télétravail et les évolutions numériques ;
- Intégrer la dimension RSE dans son fonctionnement quotidien.

Le bâtiment présente une **capacité d'accueil quotidienne de 600 personnes** qui tient compte de la généralisation du télétravail à raison de deux jours par semaine (taux de 0,7).

Les espaces sont réservés aux seuls utilisateurs de l'immeuble.

La CCIR Paris-IDF a pour objectif de :

- ⇒ Équiper le site Jouhaux-Toudic d'un parc exclusivement doté d'appareils automatiques professionnels pour la distribution de boissons chaudes et fontaines à eau ;
- ⇒ Offrir aux collaborateurs un niveau certain de qualité de boissons chaudes ;
- ⇒ Proposer un prix attractif ;
- ⇒ Assurer une gestion valorisée des déchets de café.

L'offre centralisée d'une distribution automatique de boissons chaudes est une nouveauté. La distribution de café étant majoritairement assurée par des équipements semi professionnels, aucun historique ne permet d'établir une fréquentation prévisionnelle.

La qualité de l'offre boissons chaudes associé(e) à l'attractivité du prix, seront les éléments déterminants pour garantir l'adhésion des collaborateurs.

Dans le cadre de la politique RSE, la CCIR Paris-IDF portera un regard attentif à l'offre des candidats sur ce volet.

1.2. Objet

Le marché a pour objet l'exécution de **prestations d'installation et de gestion des distributeurs automatiques de boissons chaudes et fontaines à eau pour le site Jouhaux-Toudic du groupe CCIR Paris-IDF.**

Les prestations attendues dans le cadre du marché sont les suivantes :

- **Mise à disposition de distributeurs automatiques de boissons chaude (type corner)**
- **Mise à disposition de fontaines à eau sur réseau**
 - La mise à disposition des distributeurs automatiques de boissons chaudes de type "corner"
 - La mise à disposition de fontaines à eau sur réseau ;
 - La mise en service, le déplacement sur site pendant toute la durée du marché et l'enlèvement des distributeurs et autres équipements à l'issue du marché ;
 - L'approvisionnement autant que nécessaire en consommables pour les boissons chaudes et éléments annexes (sucre, agitateurs).
- **Prestations Associées :**
 - L'entretien et la maintenance des distributeurs et fontaines à eau, à titre préventif et correctif ;
 - Le remplacement, le cas échéant, des équipements hors d'usage par des appareils équivalents.

L'ensemble des prestations du marché fait l'objet d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - - CADRE GENERAL D'INTERVENTION

2.1. Le site

Le site, lieu d'exécution de la prestation, est situé : **11, rue Léon Jouhaux – 75010 PARIS**

D'une surface de 17 400 m², il se compose de 2 bâtiments formant 1 seul et même établissement :

- Un bâtiment principal (**bâtiment Jouhaux**) constitué d'un total de 7 niveaux, 6 niveaux (sous-sol compris) et d'un septième niveau que constitue la terrasse (roof-top), accessible aux utilisateurs.
- Un second bâtiment (**bâtiment Toudic**) constitué de 7 niveaux (sous-sol compris).

Les 2 bâtiments communiquent du sous-sol jusqu'au 3eme étage.

Le site comprend 56 salles de réunion. Il est équipé de 3 ascenseurs qui desservent l'ensemble des étages et 9 appareils desservant partiellement les niveaux. L'immeuble est totalement aux normes PMR.

2.2. Horaires d'accès

Les horaires d'accueil des utilisateurs du site s'étendent :

Du lundi au vendredi de 07h30 à 19h30.

Le site reste ouvert sans interruption au cours de l'année à l'exception des jours suivants :

- Fêtes légales,
- Jours de fermeture imposés par la CCIR Paris-IDF.

Le calendrier des jours de fermeture est communiqué au Titulaire lors de la réunion de lancement puis, au début de chaque année civile afin d'adapter l'exécution des prestations de maintenance et réapprovisionnement qui lui sont confiées.

2.3. Effectifs

A fin avril 2026, le site Jouhaux-Toudic accueillera un effectif total de 840 personnes.

La capacité d'accueil maximum est de 600 personnes en présentiel. L'arrivée des collaborateurs est cadencée en 4 temps avec un présentiel quotidien estimé comme suit :

Mois	2025		2026			
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Volume par transfert	250			200	250	140
Volume présentiel / jour	175			140	175	98
Cumul Transfert	250			450	700	840
Cumul Présentiel	175			315	490	588

Un détail de la répartition des effectifs figure à [l'Annexe 1 du présent CCTP](#).

Les chiffres donnés sont communiqués à titre indicatif. Ils pourront évoluer à la hausse comme à la baisse.

A terme, le nombre de personnes sur site est estimé à 540 par jour (jours de télétravail décomptés), sur une durée annuelle moyenne de 220 jours.

2.4. Exclusivité du service

Pendant la durée du présent marché, pour les prestations décrites ci-dessus, le Titulaire détient l'exclusivité des prestations qui lui sont confiées.

2.5. Service et entreprise déjà présente dans les locaux

La prestation concerne le bâtiment « Jouhaux » et les niveaux 1, 2, 3 et 4 pour lesquels le Titulaire du présent marché détient l'exclusivité.

En rez-de-chaussée, un espace coworking est accessible durant les heures d'ouverture du site. Cet espace, d'une capacité d'accueil de 150 places assises, fait également office de cafétéria.

L'amplitude horaire de la Cafétéria s'étant de **08h00 à 15H00**.

La cafétéria met à disposition des convives :

- **Durant les heures d'ouverture, en Service Assisté :**
 - Des petits déjeuners le matin,
 - Une restauration légère au comptoir à l'heure méridienne (salades composées, sandwiches).
 - Un service pause gourmande en salles de réunion (boissons chaudes, fraîches, viennoiseries et biscuiterie)
 - Un service café Barista au comptoir.
- **Un service 24h/24, en Distribution Automatique :**
 - Restauration légère,
 - Gourmandises (snacks salés et sucrés).

L'offre café est donc assurée au niveau rez-de-chaussée par le Titulaire du marché « prestations de cafétéria et frigos connectés » durant l'amplitude horaire de 08h00 à 15h00. Au-delà des horaires d'ouverture de la cafétéria, les distributeurs automatiques de boissons chaudes assurent une continuité de l'offre.

ARTICLE 3 - - PRESTATIONS PRINCIPALES

Les prestations principales regroupent :

- La mise à disposition de distributeurs automatiques boissons chaudes.
- La mise à disposition de fontaines à eau.

Les équipements, caractéristiques et volumes attendus sont précisés dans [l'Annexe 2 du présent CCTP](#).

3.1. Caractéristiques techniques

3.1.1. Machines à café :

- **Volumétrie** : La volumétrie est précisée à [l'Annexe 2 du présent CCTP](#).
- **Emplacement d'installation** : Les zones sont précisées à [l'Annexe 3 du présent CCTP](#). Elles sont indiquées par une zone bleutée.
Ils sont situés dans les espaces de détente des niveaux 1, 2, 3 et 4.
Le perçage du plan de travail, destiné à la récupération du marc de café, est une opération confiée au Titulaire, sous la supervision d'un représentant de la Direction du Patrimoine et de l'Immobilier.
Le caisson inférieur prévoit l'accueil du bac de marc de café et l'installation du système de filtration d'eau correspondant.
Aucune autre alternative ne doit être proposée à l'offre (ex : meuble ou armoire support destinée au corner).
Les dimensions à disposition pour accueillir les équipements sont indiqués dans [l'Annexe 4 du présent CCTP](#).
- **Caractéristiques techniques** :
Les machines doivent *a minima* proposer :
 - Café expresso
 - Café long
 - Café décaféiné – court
 - Café décaféiné – long

Le café proposé peut être :

- Equitable (labélisé obligatoirement), biologique, et/ou
- De marque de café / restaurant inclusif.

Le café ROBUSTA n'est pas accepté.

Le titulaire a la possibilité de mettre à disposition une machine proposant d'autres boissons chaudes. La liste des boissons est à indiquer dans le cadre de réponse financier (Autres).

Les machines sont impérativement de type « corner », à poser sur un plan de travail.

Elles doivent être équipés d'un système de détection de mug. *La collecte des boissons exclut l'utilisation de gobelets.*

Chaque machine est mise à disposition avec *a minima* :

- Sucre en dosette individuelle ;
- Agitateurs (touillettes).
- Support pour les dosettes de sucre et les agitateurs.

Le prix de ces consommables est intégré au prix de la location.

Le titulaire s'assure de gérer les stocks.

- **Système de gestion à distance du stock et des pannes** : Les équipements disposant du système de télémétrie doivent être indépendants du réseau internet de la CCIR PARIS-IDF.
- **Un système de télémétrie** doit permettre le suivi régulier des transactions et détection des pannes des distributeurs de boissons chaudes.
- **Païement des consommations**
Pour l'acquittement des sommes dues pour la distribution de boissons chaudes, les corners sont équipés, *a minima*, d'un système de paiement comme suit :

- Carte bancaire sans contact,
- Carte bancaire dématérialisée,
- Titre restaurant sans contact,
- Titre restaurant dématérialisé.

Tout autre solution de paiement est bienvenue (ex : système de paiement par application mobile), à l'exception **du paiement par badge collaborateur qui est exclu.**

3.1.2. Fontaine à eau :

- **Volumétrie** : La volumétrie est précisée à [l'Annexe 2 du présent CCTP](#).
- **Emplacement d'installation** : Les zones sont précisées à [l'annexe 3 du présent CCTP](#). Elles sont indiquées par des pastilles rouges.
- **Caractéristiques techniques** :
Le titulaire propose 3 typologies de fontaines :
 - Fontaine à eau « simple » pour les étages
 - Fontaine à double buse pour le rez-de-chaussée et l'espace de restauration
 - Fontaine à eau pour le sous-sol SANS évacuation
- Les fontaines distribuent une eau pure de qualité, sans polluant microbiologique et sans chlore.
- Les fontaines à eau sont libres d'accès pour les collaborateurs.
- L'ensemble des équipements doit permettre l'accès à des contenants type gourdes afin que ceux-ci ne touchent en aucun cas la buse.
- Les fontaines proposent *a minima* de l'eau fraîche et tempérée.

3.1.3. Caractéristiques communes aux équipements :

- **Eau chaude** : Il est OBLIGATOIREMENT demandé que, pour chacun des étages (rez-de-chaussée et sous-sol compris), au moins une des deux typologies d'équipements fournisse de l'eau chaude dont la température doit être adaptée aux boissons de type tisane, thé... Cette eau est mise à disposition gratuitement.
 - **Normes et réglementation** : Les équipements respectent les normes et réglementation en vigueur.
En cas de modification des normes lors de l'exécution du marché, le titulaire a à sa charge le remplacement des équipements sans frais.
La liste des allergènes doit être communiquée et être accessible à tout moment par l'ensemble des salariés.
 - **Ergonomie et accessibilité** : L'accès aux commandes et le paiement à partir des distributeurs doivent être adaptés aux personnes à mobilité réduite.
- Système Antieffraction** : La CCIR Paris-IDF n'est pas responsable des actes de vandalisme subis par les distributeurs.

3.2. Approvisionnements et opérations d'entretien associés

Le Titulaire doit veiller à l'approvisionnement des équipements fin de garantir un service continu entre chaque passage.

Les corners et fontaines à eau doivent être tenus dans un état de propreté irréprochable. La CCIR PARIS-IDF se réserve le droit de procéder à un contrôle inopiné extérieur et intérieur de la propreté du distributeur lors des opérations de réapprovisionnement.

De même, le Titulaire veille à ne laisser aucun déchet d'emballage, ni salissure des locaux. La CCIR Paris-IDF pourra faire procéder à tout moment, à tout contrôle de l'utilisation des locaux par le Prestataire.

Les opérations de réapprovisionnements donneront lieu, à chaque fois que de nécessaire :

- **Pour les distributeurs de boissons chaudes et corners** :
Nettoyage de tout élément du circuit de distribution des boissons chaudes, vidage du bac de marc de café, remplacement des filtres, nettoyage des cuves (liste non exhaustive).
- **Pour les fontaines à eau** :
Désinfection des canalisations (circuits, réservoirs d'eau, robinets, filtres, etc..).

Le Titulaire indique dans son offre technique l'exhaustivité des opérations et le processus d'entretien et de décontamination qui sont réalisés à chaque passage afin de garantir le bon fonctionnement et la maîtrise des risques sanitaires.

3.3. Mise en service, désinstallation, déplacement des équipements

3.3.1. Livraison, installation et mise en service

Il appartient au Titulaire de faire toutes les observations nécessaires AVANT la prise de possession des lieux et de prendre connaissance des installations électriques, des arrivées d'eau et dimensions des emplacements prévus à disposition et signaler tout manquant nécessaire à la bonne exécution de l'installation.

Les raccordements tuyauterie sont à fournir par le titulaire si besoin.

Une visite du site et lieux d'emplacement a lieu après notification du marché.

Les modalités attenantes sont précisées dans le § 5.1 « Lancement de la prestation » du présent CCTP.

Le Titulaire prend à sa charge et en totale autonomie l'ensemble des opérations d'installation et de raccordement à l'électricité et eau des appareils au site.

Le Titulaire veille à ce que son intervention soit réalisée dans les conditions de sécurité et d'hygiène requises et que ces opérations n'occasionnent ni nuisance ni dégradation.

Un état des lieux contradictoire est opéré avant et après l'installation des équipements.

Dans le cas de dommages occasionnés par le Titulaire, un PV est dressé par la CCIR Paris-IDF.

La CCIR Paris-IDF peut exiger du Titulaire le remboursement dans son intégralité desdits dommages.

L'absence de signalement du Titulaire tient lieu d'accord quant à la complète installation et fonctionnement de tout matériel.

3.3.2. Déplacement des équipements

En cours d'exécution du marché, la CCIR PARIS-IDF se réserve la possibilité de :

- Modifier les emplacements désignés des appareils ;
- Faire déplacer temporairement tout appareil dans une zone définie par la CCIR PARIS-IDF, opération dans le cadre de tous travaux nécessaires à l'activité du site ;

Dans ce cadre, le Titulaire s'engage :

- A réaliser les déplacements d'appareils à la demande expresse de la CCIR PARIS-IDF et sans coût supplémentaire.
- Le Titulaire procède aux opérations liées aux déplacements (mise hors tension, débranchement, raccordement, etc..).
- **A ne procéder à aucun enlèvement d'équipement sans l'accord préalable et officiel de la CCIR PARIS-IDF.**

Le Titulaire veille à ce que son intervention soit réalisée dans les conditions de sécurité et d'hygiène requises et que ces opérations n'occasionnent ni nuisance ni dégradation.

Un état des lieux contradictoire est opéré avant et après déplacement des équipements.

Dans le cas de dommages occasionnés par le Titulaire, un PV est dressé par la CCIR PARIS-IDF.

La CCIR Paris-IDF peut exiger du Titulaire le remboursement dans son intégralité desdits dommages.

3.3.3. Désinstallation des équipements

En fin d'exécution du marché, le Titulaire prend à sa charge et gère en autonomie l'ensemble des opérations de désinstallation des équipements.

Le Titulaire veille à ce que son intervention soit réalisée dans les conditions de sécurité et d'hygiène requises et que ces opérations n'occasionnent ni nuisance ni dégradation.

Un état des lieux contradictoire est opéré avant et après désinstallation des équipements.

Dans le cas de dommages occasionnés par le Titulaire, un PV est dressé par la CCIR Paris-IDF.

La CCIR Paris-IDF peut exiger du Titulaire le remboursement dans son intégralité desdits dommages.

Pour toute opération d'installation, de déplacement ou de désinstallation, le Titulaire assure le maintien en parfait état de propreté des abords (quai de déchargement, espaces communs, lieu d'emplacement des équipements). Il veille à ne laisser aucun déchet d'emballage ni salissure résultant de ces opérations.

3.4. Fluides et connectivité

3.4.1. Fluides

La CCIR Paris-IDF assure, sauf cas de force majeure, la mise à disposition de l'eau et l'électricité nécessaires aux équipements. Ces dépenses sont prises en charge par la CCIR Paris-IDF.

Les emplacements destinés à accueillir les matériels sont équipés d'une arrivée d'eau, d'une évacuation d'eau (à l'exception de la fontaine d'eau située au Sous-sol) et de prises électriques adaptées.

Le Titulaire ne peut établir d'autres installations fixes, ni modifier celles existantes sans l'autorisation préalable de la CCIR Paris-IDF.

3.4.2. Connectivité

Pour l'usage des équipements qu'il met à disposition et qui nécessitent une connexion à distance (télémétrie, TPE, ..), le Titulaire doit prévoir un accès via une connexion GSM (4G ou 5G) pour ses distributeurs automatiques de boissons.

La fourniture des cartes SIM et des forfaits data sont à la charge du Titulaire.

3.5. Présentation des équipements

Le titulaire prévoit une présentation des équipements ainsi que leur utilisation.

Le candidat présente dans son offre les modalités de présentation des équipements.

Il prévoit pour chaque équipement un « mode d'emploi ». Ce dernier doit être consultable et accessible à tous les utilisateurs finaux.

3.6. Opérations commerciales

En préambule sur ce point : la qualité des services de prestation automatique au quotidien prime sur les animations ponctuelles.

Le titulaire peut proposer dans son offre les animations en début et en cours de marché sans surfacturation.

Afin d'instaurer l'offre auprès des collaborateurs, le Titulaire prévoit à son offre une opération promotionnelle de présentation de l'offre café / boissons chaudes sur site à chaque vague du transfert total des effectifs sur site.

Le Titulaire met à disposition de la CCIR Paris-IDF les éléments nécessaires à la communication destinée aux collaborateurs.

L'opération commerciale est proposée sans surfacturation de la part du Titulaire.

ARTICLE 4 - - PRESTATIONS ASSOCIEES

Les prestations associées concernent la maintenance préventive et curative.

Ces opérations de maintenance sont liées à l'exploitation des appareils ; elles sont assurées sans coût supplémentaire Le Titulaire prend à sa charge toute opération préventive, frais de réparation ou d'échange de matériel consécutive à un dysfonctionnement survenu sur son matériel.

4.1. Maintenance préventive

Le Titulaire prévoit un planning de maintenance dans le cadre de la prévention des pannes. Un planning de visite en phase déploiement et phase fonctionnement est remis à l'offre du candidat. Il sera validé lors de la réunion de lancement.

Le planning de passage devra être actualisé chaque année et transmis en début d'année. Toute modification de date de passage devra être portée à la connaissance de la CCIR Paris IDF a minima 10 jours ouvrés avant l'intervention.

Les intervenants du titulaire seront identifiés en début de marché et la liste sera transmise au personnel de sécurité. Cette liste sera mise à jour dès que nécessaire par le titulaire et communiquée à l'interlocuteur de la CCIR Paris IDF.

Si un intervenant n'étant pas sur la liste se présente, le personnel de sécurité ne laissera pas entrer l'intervenant. Une autorisation d'accès devra être confirmée par mail par le titulaire, à l'interlocuteur de la CCIR Paris IDF, faute de quoi, l'intervenant devra se présenter ultérieurement après mise à jour de la liste.

Après chaque passage de maintenance préventive, le Titulaire remet à l'interlocuteur de la CCIR Paris-IDF, sous 2 jours ouvrés, le PV du diagnostic réalisé :

- Date intervention,
- Niveau et emplacement concerné,

- Equipements concernés,
- Diagnostics et interventions réalisées.

4.2. Maintenance corrective

En parallèle d'un pilotage à distance avec alertes de dysfonctionnement réservé aux corners, le Titulaire doit prévoir une procédure accessible aux consommateurs. Chaque appareil doit prévoir un affichage à destination des consommateurs afin de leur indiquer les modalités de contact pour signalement (numéro de téléphone, QR code, application, ...). A cet effet, le Titulaire indiquera, de manière visible sur chaque appareil son numéro d'identification.

Le Titulaire indique dans son offre le **délai maximum** d'intervention qu'il s'engage à respecter à **réception d'une alerte** (via télémetrie ou utilisateur).

Il est attendu que ce délai soit au **maximum de 5h ouvrés** et dans la limite de la plage horaire d'ouverture du site.

Si le dysfonctionnement persiste au-delà de 3 jours calendaires, le Titulaire s'engage à reprendre l'appareil défaillant et à installer provisoirement ou définitivement un équipement, disposant de fonctionnalités équivalentes et répondant au niveau d'exigence identique a minima. Le remplacement se réalise dans un délai de 3 jours ouvrés maximum. Le Titulaire devra informer de la date prévue de résolution ou remplacement de l'appareil.

Pour le cas des boissons chaudes payantes non délivrées par l'appareil et signalées au Titulaire, leur remboursement doit s'effectuer selon les modalités indiquées à l'offre du titulaire.

Après chaque passage de maintenance corrective, le Titulaire remet à l'interlocuteur dédié de la CCIR Paris-IDF, sous 2 jours ouvrés, le PV de l'intervention de maintenance réalisée :

- Date intervention,
- Niveau et emplacement concerné,
- Equipements concernés,
- Interventions réalisées,
- Remboursements effectués le cas échéant.

4.3. Remplacement d'équipements

Le Titulaire assure et prend à sa charge le remplacement des équipements pendant toute la durée du marché dans le cas de :

- Dysfonctionnement d'une durée supérieure à 8 jours calendaires ;
- Evolution de normes, législation, conditionnement des denrées imposés par les fabricants (liste non exhaustive).

La CCIR Paris-IDF est en droit de demander au Titulaire le remplacement d'un appareil, suite à des pannes répétées.

ARTICLE 5 - Lancement de la prestation et suivi d'exécution

5.1. Réunion de lancement

La réunion de lancement a pour objet de piloter l'organisation et le suivi de la phase de mise en place et de suivi du marché.

Programmation: Elle est organisée entre la CCIR Paris-IDF et le Titulaire au plus tôt après la notification du présent marché.

Lieu : Dans les locaux de la CCIR Paris- ne donne lieu à aucune facturation de la part du Titulaire.

Ordre du jour : Les parties valident d'un commun accord (le cas échéant, après ajustement) le planning d'installation des équipements et leur mise en état de marche. En tout état de cause, le démarrage de l'exécution des prestations se fait dans un délai maximum tel que mentionné dans l'offre et sur ordre de service.

Lors de la réunion de lancement, il sera défini le planning relatif à la réalisation des **opérations préalables et impératives** avant le démarrage des prestations :

- Visite accompagnée des lieux où seront réalisées les prestations,
- Présentation des consignes d'accès et de sécurité du site,
- Visite d'inspection commune avec le référent sécurité (RISC Coordinateur) de l'établissement afin d'établir le plan de prévention, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Les coordonnées des interlocuteurs du Titulaire sont communiquées à la CCIR Paris-IDF lors de la réunion de lancement. De même, les coordonnées des utilisateurs de la CCIR Paris-IDF pour l'accès au site lors des livraisons et également de ceux en charge du suivi de l'exécution du marché sont communiquées au Titulaire lors de cette même réunion.

Compte Rendu : Rédigé par le titulaire du marché, il est transmis par mail sous un délai de 2 jours ouvrés après la réunion et validé par la CCIR Paris-IDF sous 5 jours ouvrés après la réception.

Le compte rendu est à envoyer à l'adresse suivante : acheteurs@cci-paris-idf.fr

5.2. Démarrage des prestations

La **date de début prévisionnelle** d'exécution des prestations qui composent la prestation objet du marché est établie au **15/11/25**.

Le déploiement des équipements est lié aux vagues de transfert des effectifs.

Les transferts par niveau sont indiqués dans l'**Annexe 2 du présent CCTP**.

Les dates effectives seront communiquées au Titulaire lors de la réunion de lancement.

L'offre technique du Titulaire propose un planning d'installation des équipements et leur mise en marche au regard du déploiement des effectifs dans les niveaux concernés. De même, il précise l'organisation qu'il ajuste durant ce déploiement afin d'assurer les prestations objet du marché.

Le démarrage des phases de d'installation sera déclenché par Ordre de Service.

5.3. Suivi d'exécution

5.3.1. Reportings

Le Titulaire met à disposition de la CCIR Paris-IDF les reportings suivants :

- MENSUEL :

Les informations à transmettre a minima sont :

Pour les corners

- CA global et volume global de consommations de l'ensemble des corners du site,
- CA et volume de consommations pour chaque corner ;
- CA et volume de consommations par corner et par type de boissons ;
- Répartition du CA selon le moyen de paiement utilisé ;
- Le nombre de remboursement ainsi que les montants

En cas de récurrence trop importante par un même collaborateur, le titulaire informe le service des Ressources Humaines.

Pour l'ensemble des équipements du site

- Opérations de maintenance ;
- Taux d'incidents remontés ;
- Délai de résolution des incidents ;

Pour la transmission des informations attendues, le Titulaire met à disposition :

- Un outil de suivi de type plateforme de suivi en ligne / Dashboard.
Auquel cas, il assure une formation auprès du/des utilisateur(s) désigné(s) de la CCI Paris-IDF.
- A défaut, le Titulaire transmet le reporting via messagerie.
Auquel cas, le reporting est présenté sous format Excel ou tout autre format permettant un reporting exploitable par la CCIR Paris-IDF et transmis sous un délai de 5 jours ouvrés à fin de mois.

- 2 FOIS PAR AN

Le Titulaire précise et s'engage dans son offre à transmettre les résultats du suivi à une période de l'année pour les sujets :

RSE

- Suivi de la valorisation du marc de café (volume collecté, utilisation, etc..),
- Suivi de l’empreinte carbone,
- Suivi de l’engagement annoncé par le Titulaire pour favoriser l’emploi de personnes répondant à des critères d’éloignement du marché du travail.

La liste des éléments attendus dans le reporting peut faire l’objet d’ajustements au cours de la durée d’exécution du marché sur demande de La CCIR Paris-IDF.

Les reportings sont à envoyer à l’adresse suivante : acheteurs@cci-paris-idf.fr

5.3.2. Réunions de suivis d’exécution

Une réunion de suivi d’exécution de la prestation peut être planifiée, à l’initiative des parties, trimestriellement ou annuellement.

La réunion de suivi a lieu, au choix de la CCIR Paris-IDF, en présentiel sur le site concerné.

Objet : Suivi du marché en cours d’exécution.

Acteurs : Un représentant du Titulaire (obligatoire),
Un représentant de la Direction des Achats de la CCIR Paris-IDF (obligatoire),
Le Responsable du suivi opérationnel du marché de la CCIR Paris-IDF (obligatoire),
Toutes personnes jugées nécessaires des deux parties (facultatifs).

Lieu : Site Jouhaux-Toudic

Ordre du Jour : Proposé par le Titulaire, complété si nécessaire et validé par le Représentant du suivi opérationnel du marché, transmis a minima 5 jours ouvrés avant la réunion.

Livrables rédigés par le Titulaire : Sujets marquants et autres points d'attentions liés à l'actualité et relevé de décisions le cas échéant, transmis sous 5 jours ouvrés et validés sous 15 jours ouvrés suivant la réunion par la CCIR Paris-IDF ;

Seules les remarques figurant dans les comptes rendus pourront faire l’objet de réclamations ou de pénalités.

Les comptes rendus rédigés par le Titulaire devront être validés par la CCIR Paris-IDF.

En l’absence de remarques écrites adressées à la CCIR Paris-IDF dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la diffusion du livrable, ce dernier pourra être considéré comme approuvé.

3.1.1 Facturation des prestations

La facturation débute aux dates mentionnées d’installation dans l’Ordre de service.

5.4. INTERLOCUTEUR DEDIE

Le Titulaire désigne dans son offre un interlocuteur dédié en charge du suivi de l’exécution des prestations objet du marché.

Dans le cas où cette personne n’est plus en mesure d’assurer cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer la CCIR Paris-IDF sans délai et prendre toutes les mesures nécessaires afin d’assurer la poursuite de l’exécution des prestations ;

- Proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la notification de l'information mentionnée au précédent alinéa.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est réputé accepté par la CCIR Paris-IDF, si ce dernier ne le récusé pas dans un délai de **20 jour ouvré**, par une décision motivée transmise au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception, à compter de sa prise de fonction.

En cas de récusation par la CCIR Paris-IDF, le Titulaire dispose d'un délai de **10 jour ouvré** pour proposer un nouvel interlocuteur.

En l'absence d'interlocuteur dédié notamment à la suite d'une ou plusieurs récusations, la CCIR Paris-IDF se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du Titulaire.

ARTICLE 6 - SECURITE – PREVENTION DU PERSONNEL

Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité de son personnel et de ses sous-traitants le cas échéant.

Il ne prendra aucun risque pouvant créer dommage à toute personne présente sur le site.

6.1. Règlement de sécurité

Le Titulaire prend en compte le règlement de sécurité du site où il intervient ainsi que les consignes de sécurité, qu'il s'engagera de respecter et à transmettre à son personnel pour mise en œuvre.

Toutes les mesures seront notamment mises en œuvre pour que son personnel ne soit pas en situation de travailleur isolé.

6.2. Protocole de sécurité chargement-déchargement

Le marché comprenant de la livraison de produits/matériels, un protocole de sécurité de chargement/déchargement sera réalisé pour le site, avec le référent sécurité du site (RISC coordinateur) au plus tôt suivant la notification du présent marché ou a minima avant les premières interventions.

Le protocole de sécurité sera mis à jour et signé a minima annuellement, et à chaque fois que nécessaire.

En termes de livraison, le Titulaire reste responsable des contrôles à livraison des produits, notamment en ce qui concerne les produits frais (relevés de température par exemple, conformément à la réglementation en vigueur et des matériels et équipements qu'il met à disposition sur site.

6.3. Protocole de sécurité chargement-déchargement

Conformément à la réglementation en vigueur, un plan de prévention sera établi conjointement entre le responsable de site et le Titulaire, dès la notification du marché.

Pour cela, une visite d'inspection commune préalable sera organisée par le référent sécurité (RISC Coordinateur) de l'établissement.

Le plan de prévention sera rédigé numériquement, via la solution de pilotage du système de management 3S du groupe CCIR Paris-IDF, VIGI3S, sur la base du document élaboré par la CCIR Paris-IDF.

Il sera modifié chaque fois que cela sera nécessaire et a minima révisé annuellement, à la suite de la visite d'inspection préalable annuelle, (vérification de l'efficacité des mesures de sécurité préconisées) et reconduit par une nouvelle signature des deux parties.

6.4. Vacuité des dégagements

L'ensemble de l'activité ne devra pas interférer à la bonne évacuation des occupants. Toute modification d'implantation devra être validée par le référent sécurité du site (RISC coordinateur).

6.5. Equipements et tenue vestimentaire

Le titulaire du marché devra doter le personnel de service de la tenue vestimentaire appropriée et des équipements de protection individuels (chaussures de sécurité notamment) adaptés le cas échéant.

Des protections collectives doivent être mises en place par le Titulaire de tout équipement de sécurité (ex : équipement individuel de sécurité, barrières, filets, plancher, bardage, garde-corps, etc...) destinés à assurer sa propre sécurité et celle des personnels travaillant sur le site pendant l'installation, désinstallation et toute opération de maintenance.

Le non-respect des consignes de sécurité engage la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire doit intervenir immédiatement à toute demande directe des représentants de la CCIR Paris-IDF pour remettre en état ou compléter ces protections.

6.6. Comportement du personnel

Dans le cadre des services, le personnel devra faire preuve de ponctualité, de la plus grande correction, de discrétion, de confidentialité et de réserves.

Le personnel devra suivre les consignes données par le représentant de la CCIR Paris-IDF.

La CCIR Paris-IDF se réserve le droit de refuser le personnel qui ne satisfait pas à ses exigences.

ARTICLE 7 - – RSE

7.1. Equipements

Les équipements doivent obligatoirement être en partie recyclés / reconditionnés.

La proportion attendue est d'un minimum de 20 % et dans la limite de 25 % du parc total, tout équipement confondu.

A ce titre, les candidats présentent à leur offre technique le parc en indiquant de manière exhaustive, les équipements neufs et équipements recyclés / reconditionnés au sein de l'Annexe 1 du CRT.

7.2. Sobriété énergétique

- Classe énergétique des équipements

Les équipements mis en œuvre par le Titulaire doivent contribuer à une maîtrise des consommations énergétiques.

Le Titulaire indique dans son offre, les caractéristiques et la classe énergétique des équipements déployés sur le site, et leur réparabilité.

- Conformité

Les appareils mis en place doivent être en conformité avec les directives européennes et normes françaises en vigueur.

- Mise en veille programmée

Les corners doivent permettre, idéalement une mise en veille automatique après une période de non-utilisation, à défaut et a minima une mise en veille programmée de 19H30 à 07h30.

7.3. Gestion du marc de café

Le Titulaire assure la collecte et la valorisation des déchets du marc de café issu des corners. Il détaille dans son offre technique le circuit qu'il s'engage à utiliser dans le cadre du présent marché. Cette gestion est générée sans surcoût dans l'offre du Titulaire.

7.4. Emission de gaz à effet de serre / limitation empreinte carbone

Il est attendu du Titulaire qu'il veille à réduire au maximum son empreinte carbone, dès le début du marché et tout au long de celui-ci, pour l'ensemble des prestations.

Le Titulaire présente dans son offre technique les moyens qu'il met en œuvre pour limiter son empreinte carbone pour le transport des équipements comme les interventions réalisées sur site dans le cadre de l'exécution du marché.

Le Titulaire peut continuellement améliorer ses circuits de livraison en recalculant le trajet de la tournée après chaque ajout d'un nouveau site d'intervention, ceci afin de réduire l'empreinte carbone du processus.

Ces améliorations ne peuvent cependant avoir pour conséquence d'impacter négativement la qualité du service rendu et d'occasionner un quelconque retard.

Le Titulaire doit présenter, au début de chaque année civile, un rapport sur les actions mises en place pour réduire l'empreinte carbone de la prestation, notamment en termes de transport.

7.5. Conditions d'exécution sociétales

Le cas échéant, le Titulaire décrira dans son offre, ce qu'il s'engage à mettre œuvre dans le cadre du marché, pour favoriser l'emploi de personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail.

Le suivi de l'engagement annoncé par le Titulaire pour favoriser l'emploi de personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail fait partie intégrante du reporting attendu, comme précisé ci-après au § 5.3.1 du présent CCTP.

7.6. Clause de résilience

En cas de crise majeure (ex : pandémie, catastrophe naturelle) impactant l'exécution du marché, le Titulaire s'engage à adapter son offre pour garantir, dans la mesure du possible, la continuité du service.

